

LA GRANDE INTERVIEW



KIRILL ZYKOV/SPUTNIK/SIPA

Lors d'une interview accordée à RIA Novosti, à Moscou, au moment de sa visite d'État en Russie, à la fin de juin.

Denis Sassou Nguesso

« Je rendrai compte aux Congolais le moment venu. »

Crise libyenne, relations avec Moscou, Pékin et Paris, COP29, tensions sociales, présidentielle 2026... Sur tous ces points, le chef de l'État apporte son éclairage.

PROPOS RECUEILLIS
PAR OLIVIER CASLIN

« T

« Tout le monde n'a pas la chance d'avoir été parachutiste. » C'est par ce rappel de son passé d'officier au sein du premier groupement aéroporté de l'armée congolaise, au début des années 1970, que Denis Sassou Nguesso conclut cet entretien, réalisé à la mi-juillet à Brazzaville. Histoire, sans doute, de suggérer qu'à un an et demi de l'élection présidentielle ce général, qui a depuis longtemps remis le treillis étoilé pour les costumes croisés, n'a pas encore effectué son ultime saut. Du haut de ses

80 ans et de ses vingt-sept années consécutives au pouvoir, celui qui fut un enfant de la brousse avant d'accéder aux ors du Palais puis d'intégrer le club sélectif des doyens du continent écrase le paysage politique national en s'appuyant sur un Parti congolais du travail ultradominant.

Pourtant, au fil des décennies, ce passionné de diplomatie panafricaine, rompu au plaidoyer en faveur de la préservation du bassin du Congo, a évolué vers un mode de gouvernance à distance et à l'économie fondé sur la recherche permanente du consensus. Certes, il continue de présider, deux ou trois fois par mois, un Conseil des ministres qui peut durer jusqu'à quatre heures, au cours duquel il tance, tranche, rabroue et – rarement – félicite son gouvernement. Mais les méthodes autoritaires et coercitives qui étaient les siennes lors de son premier passage à la tête de l'État, entre 1977 et 1992, ont cédé la place au jeu subtil des équilibres régionaux. DSN préfère inclure que sanctionner, préserver à tout prix la paix civile et ne pas se créer d'ennemis inutiles plutôt que de suivre une partie de l'opinion, qui réclame des têtes à couper.

Une prudence mâtinée d'habileté, à la manière des chefs traditionnels, qui n'a pas peu contribué à anesthésier le paysage politique congolais. Certes, sous les eaux dormantes s'agitent des courants sociaux et sécuritaires que ce féru de renseignements en tout genre – on ne se refait pas – suit avec vigilance. Mais l'opposition se distingue par sa modération, la société civile est peu organisée, les syndicats dialoguent avec le gouvernement en dépit des tensions sur les salaires, des difficultés de trésorerie et des tracas causés par les pénuries d'électricité.

En réalité, DSN sait que si « challenge » il y a, c'est dans son propre camp qu'il risque le plus de surgir. Les ambitions successorales y sont multiples, et certains ne cachent guère leur impatience. En sage expérimenté, Denis Sassou Nguesso observe cette comédie humaine d'un œil attentif, certes, mais aussi désabusé et parfois sarcastique : il en a tant vu ! On sent que la polémique politique l'ennuie, alors que les enjeux du développement de son pays et de sa place sur la scène diplomatique et environnementale internationale le captivent. C'est donc par ces sujets que débute cet entretien.

Jeune Afrique : S'il est un dossier diplomatique sur lequel vous êtes particulièrement investi, c'est celui de la Libye. Pour quelle raison la conférence inter-libyenne que vous organisez en tant que président du Comité de haut niveau de l'Union africaine tarde-t-elle tant à se tenir ?

Denis Sassou Nguesso : Toute médiation est une œuvre de longue haleine, qui exige surtout de la patience. Aucun protagoniste ne doit être négligé ou marginalisé, et j'ai toujours pensé que la conférence de réconciliation inter-libyenne n'aurait de sens que si elle était inclusive. Au début de cette année, on a estimé que les conditions indispensables à sa tenue étaient réunies. Les parties libyennes en avaient fixé le lieu, Syrte, la date, en avril, ainsi que le financement, qu'ils assuraient eux-mêmes.

Mais les proches de Seïf el-Islam Kadhafi ont demandé que, préalablement, des personnalités de l'ancien régime, incarcérées et devenues des cas humanitaires, soient libérées. Nous avons donc levé le pied, le temps de négocier ces allègements de peine. Je crois que nous avons été compris. J'ai bon espoir que la charte de réconciliation entre toutes les parties sera adoptée dans les prochaines semaines à Addis-Abeba.

Il est donc possible de faire en sorte qu'enfin les Libyens se parlent et se réconcilient ?

C'est précisément ce que nous sommes déjà parvenus à faire, ici à Brazzaville, et ce n'était pas écrit d'avance. J'ai reçu tout le monde, chefs religieux, chefs de tribus, chefs de milices, du président Menfi au Premier ministre Dbeibah en passant par le maréchal Haftar. Pour la première fois depuis 2011, des Libyens qui se regardaient jusque-là en chiens de faïence ont pu se serrer la main, et même fraterniser. Beaucoup, à l'étranger, étaient incrédules. Pour autant, nous n'avons pas voulu faire tout un battage à propos de cette avancée, car le chemin vers une paix définitive est encore long.

Vous n'êtes pas le seul à intervenir dans ce dossier. Les

ingérences extérieures sont multiples et elles ont souvent tendance à écarter l'UA de la gestion de la crise...

C'est ce que nous avons constaté. Mais je crois que ceux qui ont voulu tirer la couverture à eux au détriment de l'Union africaine se sont rendu compte que cette attitude était sans issue. À preuve : en 2021, et sans même consulter les dirigeants africains, certains avaient cru bon de fixer de manière arbitraire et contre toute logique une date pour la tenue, en décembre de cette année-là, d'élections générales. Non seulement elles n'ont pu avoir lieu, mais, même si cela avait été le cas, leurs résultats auraient été immédiatement contestés faute de réconciliation nationale préalable. Le chemin vers ces élections tant attendues, à la fois libres, transparentes et inclusives, ne peut être balisé que par une réconciliation dont la Libye ne saurait faire l'économie. Telle est la position de l'Afrique.



Nos liens avec la Russie ne portent ni ombrage ni préjudice à ceux que nous entretenons avec les pays occidentaux.



À la fin de juin dernier, vous avez fait une visite d'État en Russie, au cours de laquelle vous avez eu plusieurs entretiens avec Vladimir Poutine. Cette proximité ne pose-t-elle pas un problème aux partenaires occidentaux du Congo ?

Pas que je sache. Et pourquoi y aurait-il un problème ? Le Congo et la Russie ont célébré, cette année, le soixantième anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques. C'est dans ce cadre que j'ai effectué cette visite d'État, à Moscou et à Saint-Pétersbourg. Elle a permis de faire un tour d'horizon de nos relations d'amitié et de coopération, qui se portent à merveille. Ces liens ne créent ni ombrage ni préjudice à

ceux que le Congo entretient avec les pays occidentaux, dont je rappelle qu'aucun n'a rompu ses relations diplomatiques avec la Fédération de Russie, en dépit des turbulences actuelles. La Russie est l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, comment ignorer son existence sans aggraver les risques que court notre monde ?

Au cours de cette visite, plusieurs accords ont été conclus dans les domaines du pétrole et du nucléaire. Y en a-t-il eu aussi en matière de défense et d'armement ?

Que des sociétés russes souhaitent intervenir au Congo dans le secteur pétrolier aux côtés de sociétés américaines, françaises, italiennes ou chinoises, je n'y vois aucun inconvénient. Dans le nucléaire civil aussi, pourquoi pas. En ce qui concerne la défense, aucun nouvel accord n'a été signé. Je rappelle toutefois que nos relations avec Moscou dans ce domaine remontent à 1964, que des centaines d'officiers congolais ont été formés dans des académies et des écoles militaires soviétiques puis russes, et que l'essentiel de notre matériel militaire est de fabrication russe.

Vos interlocuteurs vous ont-ils proposé les services du groupe paramilitaire Africa Corps, qui est le nouveau nom de Wagner ?

Non, ce sujet n'a jamais été évoqué. Et nous n'avons pas besoin de Wagner au Congo.

Comment percevez-vous le conflit entre la Russie et l'Ukraine ?

Nous prônons une solution négociée et une paix juste et durable entre ces deux nations qui ont une longue histoire commune et que la géographie lie depuis des siècles. Cette position, toujours d'actualité, constitue le fondement de l'Initiative africaine de paix pour l'Ukraine qu'une mission de médiation, dont le Congo faisait partie, a portée à Kiev et à Moscou en juin 2023. Les propositions de sortie de crise que nous avons formulées à cette occasion gardent toute leur pertinence.



DSN, président du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, recevant le maréchal Khalifa Haftar (à g.), à Brazzaville, le 6 octobre 2023.

Du 3 au 8 septembre, à Pékin, se tient le Forum sur la coopération sino-africaine (Focac), dont vous assurez la coprésidence. Considérez-vous toujours que la coopération entre la Chine et l'Afrique est gagnante pour les deux parties ?

Non seulement la Chine contribue largement à l'interconnexion entre les différentes parties de notre continent par le biais de la construction d'infrastructures majeures, mais, au cours de cette édition du Focac, l'accent sera mis sur l'augmentation de la valeur ajoutée des exportations africaines vers la Chine, ainsi que sur le soutien au développement des chaînes industrielles locales. Comme vous le savez, le financement du développement est pour nous une priorité.

Quitte à s'endetter au-delà du raisonnable ?

Chaque pays contracte des dettes en fonction de ses capacités de remboursement. En ce qui concerne le Congo, la dette chinoise est gérée en bonne intelligence par les deux parties.

Ce que l'on appelle, en Afrique de l'Ouest francophone, le « sentiment antifrçais » est-il perceptible au Congo ?

Pas à ma connaissance. Les ressortissants français qui vivent chez nous et qui travaillent dans le secteur privé, dans le cadre de la coopération bilatérale, ou les touristes français de passage n'ont connu aucune manifestation d'un tel sentiment. Des liens historiques solides subsistent entre le Congo et la France. Brazzaville a été la capitale de la France libre et, pour le général de Gaulle, le refuge de l'honneur de son pays occupé. Un tel patrimoine mémoriel ne peut être

balayé d'un revers de la main, ainsi que l'ont souligné, lors de leurs visites ici, le président Emmanuel Macron et, tout récemment, celui du Sénat, Gérard Larcher.

Depuis le sommet Afrique-France de Montpellier, en octobre 2021, il n'y a plus eu de rencontres de haut niveau entre les chefs d'État français et africains. Cela vous manque-t-il ?

Pas spécialement. J'en prends acte, d'autant que ce que vous qualifiez de sommet de Montpellier n'en était pas un, c'était une sorte de colloque réunissant le président français et des membres des diasporas et des sociétés civiles qui ne représentaient pas les États. D'ailleurs, de ce pseudo-sommet, il ne reste rien, ou presque. En revanche, de vrais sommets, intéressants et productifs, auxquels le Congo participe, se tiennent entre, d'une part, l'Afrique, et, d'autre part, la Chine, la Russie,

les États-Unis, l'Italie, la Turquie ou le Japon. Si les Français n'en veulent plus, personne ne va se suicider.

Pour le reste, la France a ici les intérêts qu'elle a toujours eus, notamment dans le secteur de l'énergie et celui du bois. Nos relations peuvent être comparées à une sorte de cohabitation, avec ses hauts et ses bas, et des équilibres qui finissent toujours par se réaliser. Ce que les Congolais veulent, ce que les Africains veulent, c'est le respect mutuel.

Le conflit qui oppose la RD Congo au Rwanda est-il pour vous un sujet de préoccupation majeur ?

C'est évident. Toutes les crises qui ont secoué l'Afrique centrale, notamment le Tchad et la Centrafrique, où j'ai joué le rôle de médiateur, nous ont toujours préoccupés. Il en est de même pour celle que vous évoquez. Grâce aux excellentes relations que j'entretiens avec eux, je m'efforce d'aider les présidents Kagame et

Tshisekedi à instaurer le climat de confiance qui mène à la paix par le dialogue. Le Congo soutient la médiation du président Lourenço, les initiatives de la CIRGL et de la SADC, ainsi que toute autre démarche visant à rétablir la sécurité dans l'est de la RDC.

Une rencontre entre Félix Tshisekedi et Paul Kagame est-elle envisageable ?

Cela ne pourra qu'être possible un jour. Nous y travaillons.

En tant que pilier « historique » de l'UA, condamnez-vous les renversements de régimes civils qui ont eu lieu ces dernières années en Afrique de l'Ouest et au Gabon voisin ? Redoutez-vous une épidémie de putschs ?

Chaque pays vit sa propre réalité, avec ses propres difficultés. Le Congo a toujours prôné la non-ingérence et les rapports de bon voisinage. Ce

que j'estime regrettable, c'est la situation préoccupante dans laquelle se trouve la Cedeao, qui est l'un des cinq maillons régionaux essentiels de l'intégration africaine.

Comment qualifieriez-vous vos relations avec le régime gabonais ?

Bonnes, bien sûr. Le président Oligui Nguema était à Brazzaville au début de juillet, et ce n'était pas son premier séjour au Congo.

Un dossier vous tient à cœur depuis près de quarante ans : l'environnement, et plus particulièrement la protection des forêts, des tourbières et de la biodiversité du bassin du Congo. Comment convaincre la communauté internationale et vos pairs africains de l'urgence de la situation ?

Ont-ils encore besoin de l'être ? La conservation de la biodiversité

Avec Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, au Kremlin, à Moscou, le 27 juin.



ALEXEY MAISHEV/AP/SIPA

est une préoccupation désormais partagée à travers le monde. Notre engagement en faveur de cette cause découle de la nécessité de protéger les écosystèmes de biodiversité et des forêts tropicales indispensables à la préservation de la vie sur Terre, mais aussi aux réponses à apporter au défi [du réchauffement] climatique.

Vous évoquez la zone des tourbières, que nous avons en partage avec la RD Congo : ce sont les plus vastes tourbières tropicales au monde, elles stockent 30 milliards de tonnes de carbone, soit l'équivalent de trois années d'émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le combat que je mène pour leur préservation, en tant que président de la Commission climat du bassin du Congo, doit être partagé par tous ceux qui bénéficient de cet écosystème unique, c'est-à-dire la planète entière. Un combat qu'il convient de mener sous ses dimensions sociale, économique et environnementale, toutes trois indissociables.

En octobre 2023, Brazzaville a accueilli un historique sommet des Trois Bassins – Congo, Amazonie, Bornéo-Mékong –, avec la participation de 14 chefs d'État et de gouvernement, et de près de 3 000 délégués venus des cinq continents. À quoi a servi cette grand-messe des écosystèmes tropicaux ?

À eux trois, ces bassins forestiers de biodiversité couvrent un tiers de la surface émergée du globe et abritent plus de 1,5 milliard d'êtres humains. Ce sommet a permis de réaffirmer notre ambition d'avancer sur la voie d'une coalition mondiale par le biais d'une feuille de route révisable à chaque étape de la construction d'un cadre commun d'action et de coopération. L'impérieuse nécessité d'adopter des solutions fondées sur la nature et d'inverser le processus de destruction de notre environnement, de nos forêts et de nos cours d'eau a été au cœur de nos travaux. Il y a eu une sorte de prise de conscience collective de notre communauté de destin et du rôle crucial qui est le nôtre pour la survie de l'humanité. Nul doute que ce sommet fera date.

Dans moins de trois mois, la COP29 s'ouvrira à Bakou, en Azerbaïdjan. Quel message comptez-vous y porter ?

Le Congo abrite le siège et assure la présidence de la Commission climat du bassin du Congo, qui regroupe dix-sept pays. À ce titre, il plaidera pour que les mesures adoptées par les précédentes COP soient effectivement mises en œuvre. Comme chacun sait, il reste un long chemin à parcourir, notamment dans le domaine du financement climatique en faveur des pays capteurs nets de carbone comme le nôtre.



Nous faisons des sommets avec l'Italie, le Japon, la Turquie... Si la France ne veut plus en faire, personne ne va se suicider.



Nous y ajoutons une démarche originale : avec dix autres pays forestiers africains, nous comptons demander et obtenir, lors de la COP29, que nos ressources naturelles, dont la conservation est essentielle pour la planète, soient intégrées dans le calcul du PIB des États. En d'autres termes, la contre-valeur des tourbières et des forêts que le bassin du Congo préserve pour le bien de l'humanité doit être prise en compte.

Enfin, le Congo se fera fort de porter à l'attention des participants les recommandations et les engagements issus de la première Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement, qui s'est tenue avec succès à Kintele, au début de juillet [2024].

D'où vous vient cette passion pour l'environnement ?

De ma jeunesse, sans doute. Je suis un enfant du fleuve et de la forêt, et mon village de naissance est au cœur du bassin du Congo.

Pour l'instant, nombre de vos compatriotes ont des

préoccupations plus immédiates : ils se plaignent des retards dans le paiement de leurs salaires. Entendez-vous leurs doléances ?

J'ai toujours été à l'écoute des Congolais, et les frustrations que vous évoquez, je les comprends. Mais il faut aussi comprendre que ces difficultés sont liées à une conjoncture précise. Nous avons connu trois chocs successifs en l'espace de dix ans : la chute brutale des prix du pétrole, la pandémie de Covid-19 et la baisse de la production des hydrocarbures. Il nous a fallu faire beaucoup d'efforts, engager des réformes hardies, qui se poursuivent au niveau national, et travailler à la modernisation de nos services financiers pour que la situation commence à se redresser.

Aujourd'hui, les prix du pétrole sont de nouveau corrects, la production est en hausse, et la cinquième revue du FMI, qui vient de se clore de manière satisfaisante, nous offre la possibilité de négocier en bien meilleure posture avec nos partenaires. Autant d'éléments qui favorisent une relance de notre Plan national de développement 2022-2026 et de ses six piliers prioritaires.

Il y a quelques mois, vous aviez confié que la recherche de financements pour payer les salaires des fonctionnaires et les pensions des retraités vous empêchait parfois de dormir. Est-ce toujours le cas ?

Ma responsabilité est de trouver des solutions. Je ne suis pas du genre à dormir et à laisser pourrir [les situations]. Mais que l'on se rassure : ces problèmes de trésorerie sont en voie de résolution.

Autre casse-tête persistant : les coupures d'électricité, qui perturbent le quotidien des Congolais. Pourquoi ce secteur, pourtant crucial, semble-t-il aussi mal-en-point ?

Ce n'est pas un phénomène propre au Congo. Comme vous le savez, plus de 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité. À l'indépendance, nous n'avions qu'un seul barrage hydroélectrique à faible puissance, celui du Djoué, ainsi que deux centrales thermiques, l'une à

Brazzaville, l'autre à Pointe-Noire. Aujourd'hui, nous disposons d'infrastructures plus performantes : les barrages de Moukoulou, d'Imboulou et de Liouesso, une centrale à gaz à Pointe-Noire et d'ambitieux projets de construction d'ouvrages à Sounda et à Chollet.

Le problème réside donc davantage dans la distribution que dans la production. La ligne à très haute tension Pointe-Noire - Brazzaville devra être quasi intégralement réhabilitée. Il faut également prendre en compte les incidents récurrents sur les postes ainsi que l'interconnexion parfois difficile entre Brazzaville et Kinshasa. Il est clair que le développement des infrastructures de transport et de distribution d'électricité n'a pas suivi la hausse de la demande, en particulier dans les quartiers périphériques des grandes agglomérations. Nous nous y attelons.

Ne pas avoir su anticiper le vieillissement du réseau ne relève-t-il pas d'un déficit de gouvernance ?

Sans doute. Et c'est la raison pour laquelle nous avons fait évoluer le statut de la Société nationale d'électricité, qui, pour plus d'efficacité, est devenue une société anonyme. Nous nous sommes également engagés dans un processus de privatisation de certains segments de ce secteur, par le biais de partenariats public-privé. Ma volonté de voir l'ensemble de ce chantier aboutir au terme de mon quinquennat, en 2026, n'a pas varié.

Vous avez décrété que 2024 serait l'année de la jeunesse. Les résultats sont-ils déjà au rendez-vous ?

Je le crois. À condition de garder à l'esprit que tous les problèmes de la jeunesse congolaise ne seront pas résolus en un an. Emploi, éducation, encadrement... Des programmes ambitieux, élaborés à cet effet par le gouvernement, sont en cours d'exécution. Plus de la moitié des Congolais ont moins de 20 ans. Il était temps que cela soit perçu comme un enjeu crucial pour notre nation.

D'autant qu'une fraction de cette jeunesse sombre parfois dans la délinquance. Et que les

Au sommet des Trois Bassins (Amazonie, Congo et Bornéo-Mékong), à Brazzaville, à la fin d'octobre 2023.



agissements violents des bandes de « bébés noirs » inquiètent les habitants de Brazzaville et de Pointe-Noire...

À juste titre, même si, là encore, le Congo n'a pas l'exclusivité de la délinquance juvénile. Certes, ces jeunes ne sont pas tous Congolais. Les crises régionales, en RD Congo, en Centrafrique ou ailleurs, amènent chez nous leur lot de déracinés tentés par une délinquance de survie. Mais beaucoup d'entre eux sont nos jeunes, nos enfants. Ainsi avons-nous conçu une stratégie de prévention et de traitement de la délinquance juvénile et engagé tout un programme d'éducation et d'encadrement. Des sites de rééducation et de réinsertion des jeunes en conflit avec la loi ont été aménagés à Aubeville, dans la Bouenza, et à Bokagna, dans la Cuvette. La périphérie de Brazzaville, où sévissent certaines de ces bandes,

a été assainie par les forces de l'ordre. Nous prenons ce phénomène très au sérieux.

Les Congolais s'interrogent également à propos des terres agricoles accordées à des sociétés rwandaises. Comprenez-vous, là aussi, leur inquiétude ?

Il y a, dans cette affaire, une bonne dose de manipulation politicienne. Depuis plus de quinze ans, des Sud-Africains, Noirs et Blancs, bénéficient de terres dans le département de la Bouenza sur lesquelles ils cultivent du maïs. Que je sache, ils n'ont pas emporté les terres congolaises en Afrique du Sud. Récemment, des sociétés ivoiriennes et sénégalaises ont soumissionné pour des projets d'exploitation à une centaine de kilomètres de Brazzaville. Des Émiratis, des Saoudiens, des Qataris sont eux aussi demandeurs.



À chaque fois, il s'agit – ou il s'agira – de terres louées pour une période déterminée et pour une mission précise, à l'instar des permis d'exploitation forestière que nous accordons. La main-d'œuvre est locale, ce qui est une source de revenus pour les populations. C'est exactement ce schéma qui prévaut avec le Rwanda : ce sont des sociétés d'intérêt rwandais, mais de droit congolais. Jamais il n'a été question de leur vendre des terres et jamais 1 mètre carré de terre congolaise ne sera cédé. Je m'en porte garant. Toute cette agitation relève, en outre, d'une rwandophobie qui n'a pas lieu d'être.

Comment la démocratie congolaise se porte-t-elle ?

Plutôt bien, je crois. L'opposition, dont le chef bénéficie d'un statut inscrit dans la Constitution, est certes quelque peu affaiblie, mais

« **Jamais 1 mètre carré de terre congolaise ne sera cédé à des sociétés étrangères. Je m'en porte garant.** »

elle existe à l'Assemblée nationale et au Sénat, et elle s'exprime en dehors. Le Parlement interpelle le gouvernement, parfois abusivement peut-être, mais après tout c'est son rôle. Les élections sont organisées en temps et en heure dans un climat de paix. L'essentiel y est, je pense.

Quels sont vos projets pour le scrutin présidentiel de 2026 ? Serez-vous de nouveau candidat ?

Cette question n'est pas à l'ordre

du jour. J'ai été élu en 2021 sur la base d'un projet dont la mise en œuvre est en cours et dont je rendrai compte au peuple le moment venu. Il suffit de vingt-quatre heures pour déclarer une candidature, or l'échéance que vous évoquez est dans un an et demi. J'ai, pour les mois à venir, beaucoup d'autres préoccupations à gérer.

Vous avez 80 ans, mais, de l'avis général, vous ne les faites guère. Quelle est votre astuce ?

Aucune. Tout le monde n'a pas la chance d'avoir été parachutiste !

Qu'est-ce qui fait le plus peur : le premier saut en parachute ou l'exercice du pouvoir ?

Le deuxième saut. Le premier n'est rien. C'est au moment du second que l'on prend conscience du danger. Puis, ça passe. On continue de faire son devoir. ●